

**QUESTION ORALE DEPOSEE PAR Monsieur Michel STEFANI
AU NOM DU GROUPE des « Elu(e)s Communistes et Citoyens du Front de Gauche »**

OBJET : Paradis fiscaux.

La crise bancaire et financière n'en finit plus de dérouler ses effets dévastateurs sur l'économie mondiale. Depuis les « subprime » en 2008, nous avons vu des pays sombrer complètement et le parfum du jasmin s'étendre en Europe. En peu de temps après l'Islande et l'Irlande, la Grèce, le Portugal, l'Espagne et maintenant l'Italie sont pris dans la tourmente.

L'Europe capitaliste se lézarde alors que les Etats Unis ont une dette colossale de plus de 14 000 milliards de dollars. G20, G8, FMI, OMC, BCE, Agences de notation, les sigles et le vocabulaire ne varient pas, le principe qui consiste à « socialiser les pertes et privatiser les profits » non plus. « La main invisible des marchés » agit ...

La colère populaire est d'autant plus compréhensible, justifiée, qu'il nous a été promis une «régulation» et une «moralisation» du système. En réalité, ce qui nous est imposé, c'est le pacte Euro plus assorti de l'obligation faite aux Etats membres d'inscrire dans leur constitution le respect des critères de convergence et la résorption des déficits publics.

Comme toujours, derrière cette définition, on trouve la dépense sociale utile et le droit à la retraite et à la santé, le droit aux transports publics et à l'énergie, le droit à l'éducation et à la culture... Pendant ce temps, on s'occupe toujours beaucoup des banques abondamment renflouées par l'argent public. Cela revient à faire payer deux fois les mêmes alors que ces opérateurs de marchés financiers s'attaquent aux dettes souveraines donc aux Etat qui ont volé à leur secours.

Le Ministre Barnier nous explique volontiers que « le temps de la démocratie n'est pas celui des marchés financiers » et qu' « il faut être patients ». Des mesures ont été prises nous dit-on pour surveiller les 8 600 banques européennes et comme les banques françaises ont brillamment passé les stress test, nous n'avons après tout pas trop de souci à nous faire même si la dette de la France la fragilise tant soit peu dans cet univers de rapaces financiers.

Le remède miracle aujourd'hui serait le fédéralisme impulsé par le très libéral M. Baroso et la nomination d'un ministre européen des finances proche du non moins libéral M. Trichet qui à la tête de la BCE mène une politique favorable à la frénésie spéculative et à la cupidité des opérateurs financiers. Après quoi les banques françaises,

très impliquées en Grèce, pourront tranquillement continuer à spéculer et exiger des dirigeants de ce pays qu'ils écrasent leurs peuples d'austérité.

Alors me direz-vous où voulez vous en venir ? Eh bien là où notre collectivité peut, à l'échelle qui est la sienne, jouer un rôle et transformer les vœux pieux en actes concrets.

En ce sens, et c'est là ma question, seriez vous prêt Monsieur le président à prendre des mesures exigeantes de transparence qui participeront, à notre niveau, à la lutte de « moralisation » et à écarter systématiquement les entreprises ne garantissant pas la « traçabilité » des subventions versées par la CTC afin que cet argent public n'aille pas abonder les fonds très spéculatifs et opaques des paradis fiscaux ou inversement que les organismes prêteurs de la CTC ne lui imposent des produits financiers qui en proviennent ?

Dans ce cas il vous faudrait proposer une délibération le permettant comme plusieurs régions l'ont déjà fait.